

Cayenne, le 29 juin 2026

Lettre ouverte à M. le Préfet de Guyane, M. le Président de la Collectivité Territoriale de Guyane et aux représentants des pouvoirs publics

Pour une ESS plus forte au service de la Guyane : Sécuriser les financements, soutenir le développement local et faire confiance aux acteurs de terrain.

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de la CTG, Mesdames, Messieurs, représentants des pouvoirs publics locaux,

En Guyane, l'Économie Sociale et Solidaire ne remplit pas simplement des missions. Elle tient des territoires, en employant plus de 5 500 personnes. Les territoires communs où nous agissons, dont nous connaissons tous les réalités de précarité économique, sociale et familiale, de chômage, d'isolement et d'inégalités territoriales, connaissent des réalités qui sont parmi les plus préoccupantes de France. **Les structures de l'ESS assurent quotidiennement ce que beaucoup d'autres acteurs ne peuvent plus garantir : proximité, accompagnement humain, insertion, cohésion sociale et maintien de services essentiels, en s'appuyant sur des femmes et des hommes engagés qui absorbent les urgences sociales du quotidien.**

Et pourtant, aujourd'hui, beaucoup de ces structures arrivent à la limite de ce qu'elles peuvent supporter. Jamais l'ESS n'a été autant sollicitée pour répondre aux défis sociaux, économiques et humains de la Guyane. Et jamais ses conditions d'action n'ont été aussi fragiles, voire mises en péril.

Les conventions sont signées tardivement, les subventions sont versées avec des mois de retard, les financements de fonctionnement se réduisent au profit d'appels à projets toujours plus ciblés, plus techniques, plus précaires. Les structures renoncent à embaucher des ressources humaines. Nous avons progressivement construit un système où l'on demande aux structures d'être toujours plus réactives, innovantes, professionnelles et présentes sur le terrain... tout en leur transférant une grande partie des risques.

Les conséquences sont désormais bien connues : les structures avancent les salaires sans visibilité sur leurs ressources, des dirigeants consacrent une énergie considérable à gérer leur trésorerie, devant dépasser désormais 6 à 8 mois d'avance, des équipes vivent dans une incertitude permanente. Les structures s'épuisent alors que les conditions d'activité ne sont plus réunies.

Quand une structure ESS vacille voire disparaît ici, ce sont des habitants qui perdent un accompagnement de proximité : des familles qui attendent plus longtemps, des parcours qui se fragilisent, des solutions qui disparaissent.

Les structures de l'IAE en sont un parfait exemple, confrontées depuis plusieurs années à des financements insuffisants, tardifs, incertains voire non débloqués depuis plusieurs années. La petite enfance suit aujourd'hui, le même trajet.

Cette logique est aujourd'hui dangereuse pour l'emploi local ; pour la continuité des actions de terrain ; pour la santé des dirigeants et des équipes ; pour la cohésion sociale et territoriale.

L'ESS ne peut pas être considérée uniquement comme un opérateur chargé d'exécuter des dispositifs publics à moindre coût. **L'ESS est un partenaire stratégique du développement territorial local.** Au-delà de son rôle social, **l'ESS affirme une autre vision du développement. L'ESS porte une autre manière de produire de la richesse** : une économie ancrée localement, fondée sur l'utilité sociale, la coopération et la création d'emplois durables, la gouvernance partagée. Soutenir l'ESS ne consiste donc pas uniquement à financer des actions ; c'est investir dans un modèle de développement au service de la Guyane et de ses habitants.

Aujourd'hui, de nombreuses structures continuent de tenir grâce à l'engagement remarquable de leurs équipes, de leurs bénévoles et de leurs dirigeants. Mais aucune politique publique ne peut durablement reposer sur leur seule capacité à compenser les fragilités du système.

Nous appelons les décideurs publics à engager rapidement un travail commun visant à sécuriser les conditions de financement et d'activité de l'ESS en Guyane : davantage de visibilité, des financements stables et lisibles, des délais de paiement maîtrisés, des avances adaptées et une reconnaissance pleine de l'utilité sociale produite sur nos territoires. Il ne s'agit pas de privilèges, mais de conditions de fonctionnement réalistes pour tout acteur économique.

L'ESS n'est pas un secteur périphérique. Elle est l'un des piliers de la cohésion sociale, de l'insertion et du développement local en Guyane.

Il est encore temps d'agir. Mais il devient urgent de le faire.

Veuillez recevoir, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos considérations distinguées.

Les premiers signataires :

- AKATIJ
- CIJE/DLA,
- COORACE Guyane,
- CRESS de Guyane,
- France Active Guyane,
- Graine Guyane
- Mouvement des Régies Guyane,
- MANIOC
- Pôle Ressources de Guyane
- UDES Guyane